

LANCEMENT IPC 2019 DE TRANSPARENCY INTERNATIONAL L'INDICE DE PERCEPTION DE LA CORRUPTION 2019 MONTRE QUE LES EFFORTS DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION STAGNENT DANS LES PAYS DU G7

Brazzaville-Pointe-Noire. En tant que principal mouvement global anticorruption de la société civile dans la lutte contre la corruption, Transparency International (TI) publie chaque année depuis 1995 l'indice de perception de la corruption. Transparency International est actif dans plus de 100 pays à travers le monde. L'IPC a révélé que, depuis 2012, le Congo ne fait que reculer dans la perception de la corruption. Ce constat pour 2019 n'est pas encourageant.

Le nouvel indice publié au Congo, par RPDH contact national de TI, révèle que le pays a obtenu 19 points sur 100 dans l'IPC 2019. Ainsi, le pays est classé 165e sur 180 pays.

« Cette faiblesse de l'IPC rappelle l'urgence de renforcer l'équité, la justice et l'intégrité dans plusieurs secteurs de la gouvernance publique, la corruption étant reconnue comme la principale gangrène à une gouvernance durable. Aujourd'hui, l'amélioration de cette perception passe nécessairement par une mise en œuvre effective des réformes : réformes en matière électorale, la lutte contre l'impunité, le renforcement de la démocratie, une meilleure protection des libertés, une mise en œuvre durable des recommandations résultants de toutes les analyses et évaluations disponibles sur la gouvernance publique » a dit Christian Mounzeo, Coordonnateur National de la RPDH.

L'IPC regroupe des données provenant d'un certain nombre de sources différentes qui fournissent des perceptions par les milieux d'affaires et les experts nationaux du niveau de corruption dans le secteur public. Bien que l'indice ne montre pas d'incidence réelle de corruption, il est une indication fiable de la perception du public et de la communauté internationale sur l'état de la corruption dans le pays.

Pour mémoire, en 2018, l'Indice de perception de la corruption (IPC) présentait un tableau bien sombre de l'Afrique : seuls 8 pays sur 49 avaient obtenu un score supérieur à 43 sur les 100 points que compte l'Indice. L'engagement pris par les dirigeants africains de faire de [2018 l'Année africaine de lutte contre la corruption](#), n'a pas permis de démontrer des avancées concrètes dans la réduction de la corruption dans le continent. Avec un score moyen d'à peine 32, l'Afrique subsaharienne a été la région la moins bien notée. Essentiellement, l'IPC de la région établissait des liens entre la corruption et la crise de la démocratie, avec des institutions faibles et des régimes autocratiques incapables de réformer efficacement en matière de lutte contre la corruption, des droits politiques confisqués et un espace civique en rétrécissement, une indépendance des médias hypothéquée. En 2018, l'IPC recommandait aux gouvernements de l'Afrique subsaharienne d'intensifier leurs efforts et garder à l'esprit les impératifs suivants pour mieux s'attaquer à la corruption dans leur pays : Assurer un engagement visible de la part des dirigeants politiques face à la corruption, en particulier au Burundi, au Congo et au Mozambique, Protéger les défenseurs des droits humains, les analystes politiques, les

activistes travaillant sur la question et les journalistes d’investigation, et leur permettre de s’exprimer sur les problèmes de corruption, Améliorer la santé des institutions démocratiques, et notamment soutenir la participation, la transparence et la confiance, ainsi que l’équilibre des pouvoirs nécessaires.

L’IPC 2019 révèle que la corruption est plus répandue dans les pays où l’argent influence le pouvoir politique

Plus des deux tiers des pays, ainsi que bon nombre des économies les plus avancées du monde, stagnent ou montrent des signes de recul dans leurs efforts de lutte contre la corruption, selon l’Indice de Perception de la Corruption (IPC) 2019 publié par Transparency International.

L’analyse des résultats révèle que les pays dans lesquels les élections et le financement des partis politiques sont perméables à une influence indue de la part d’intérêts particuliers sont moins en mesure de lutter contre la corruption.

« La frustration face à la corruption du gouvernement et le manque de confiance dans les institutions témoignent de la nécessité d’une plus grande intégrité politique », a déclaré Delia Ferreira Rubio, Présidente de Transparency International. « Les gouvernements doivent s’attaquer de toute urgence au rôle corrupteur des grosses sommes d’argent dans le financement des partis politiques et à l’influence indue qu’elles exercent sur nos systèmes politiques. »

POINTS CLES DE L’IPC

L’IPC note 180 pays et territoires selon leurs niveaux perçus de corruption dans le secteur public, en s’appuyant sur 13 évaluations d’experts et enquêtes menées auprès de chefs d’entreprises. Cet indice utilise une échelle de zéro (fortement corrompu) à 100 (très peu corrompu).

Plus des deux tiers des pays ont un score inférieur à 50, le score moyen se situant seulement à 43. Depuis 2012, seuls 22 pays ont considérablement amélioré leurs scores, dont l’Estonie, la Grèce et le Guyana, et 21 pays ont sensiblement régressé, parmi lesquels l’Australie, le Canada et le Nicaragua.

Nos recherches montrent que plusieurs des économies les plus avancées ne peuvent se permettre de faire preuve de complaisance si elles veulent maintenir leur élan de lutte contre la corruption. Quatre pays du G7 obtiennent des résultats inférieurs à ceux de l’an dernier : le **Canada** (-4), la

France (-3), le **Royaume-Uni** (-3) et les **États-Unis** (-2). L'**Allemagne** et le **Japon** n'ont connu aucune amélioration, tandis que l'**Italie** a gagné un point.

CORRUPTION ET INTÉGRITÉ POLITIQUE

L'ANALYSE MONTRE QUE LES PAYS QUI OBTIENNENT DE BONS RÉSULTATS SUR L'IPC ONT ÉGALEMENT UNE MISE EN ŒUVRE PLUS STRICTE DES RÉGLEMENTATIONS SUR LE FINANCEMENT DES CAMPAGNES ET UN ÉVENTAIL PLUS LARGE DE CONSULTATIONS POLITIQUES.

Les pays où les réglementations sur le financement des campagnes sont complètes et systématiquement appliquées ont un score moyen de 70 sur l'IPC, alors que les pays où ces réglementations sont soit inexistantes, soit mal appliquées n'obtiennent respectivement qu'une moyenne de 34 et 35.

Soixante pour cent des pays qui ont considérablement amélioré leur score IPC depuis 2012 ont également renforcé leur réglementation sur le financement des campagnes.

« L'absence de progrès réels contre la corruption dans la plupart des pays est décevante et a une incidence négative importante sur les citoyens du monde entier », a déclaré Patricia Moreira, directrice générale de Transparency International. « Pour avoir une chance de mettre fin à la corruption et d'améliorer la vie des individus, nous devons nous attaquer à la relation entre la politique et l'argent. Tous les citoyens doivent être représentés dans la prise de décision. »

Les pays ayant des processus de consultation plus larges et plus ouverts ont un score moyen de 61 sur l'IPC tandis que les pays où il y a peu ou pas de consultation obtiennent un score moyen de seulement 32.

Une grande majorité de pays dont le score de l'IPC a considérablement diminué depuis 2012 n'engagent pas les acteurs politiques, sociaux et économiques les plus pertinents dans la prise de décision politique.

RECOMMANDATIONS

Pour réduire la corruption et restaurer la confiance dans la politique, Transparency International recommande aux gouvernements de :

- Renforcer les systèmes de redevabilité et promouvoir la séparation des pouvoirs ;

- S'attaquer au traitement préférentiel pour assurer que les budgets et les services publics ne soient pas motivés par des relations personnelles ou orientés par des intérêts particuliers ;
- Contrôler le financement politique pour éviter un excès d'argent et d'influence en politique
- Gérer les conflits d'intérêts et s'attaquer au phénomène du pantouflage ;
- Réglementer les activités de lobbying en favorisant un accès ouvert et constructif à la prise de décision ;
- Renforcer l'intégrité électorale, prévenir et sanctionner les campagnes de désinformation ;
- Donner plus de pouvoir aux citoyens et protéger les activistes, les lanceurs d'alerte et les journalistes.

www.transparency.org/cpi2019.

IPC 2019 : Afrique Subsaharienne

L'Afrique subsaharienne est la région la moins bien classée de l'IPC, avec une moyenne de 32, et ses performances brossent un sombre tableau de l'inaction contre la corruption.

Avec un score de 66, les Seychelles ont obtenu le score le plus élevé de la région, suivies du Botswana (61), du Cap-Vert (58), du Rwanda (53) et de Maurice (52). Au bas de l'indice se trouvent la Somalie (9), le Soudan du Sud (12), le Soudan (16) et la Guinée équatoriale (16).

Tandis que les Seychelles sont aux prises avec des affaires de blanchiment d'argent, dimension qui n'est pas pris en compte dans le calcul de l'IPC, plusieurs lois anti-corruption, notamment une loi récente sur l'accès à l'information et une commission anti-corruption créée il y a peu, ont contribué à renforcer le cadre de la lutte contre la corruption dans le pays. De plus, et malgré quelques restrictions, un dialogue a été possible entre la société civile et le gouvernement via une plateforme nationale de la société civile.

Bien qu'ils aient considérablement progressé depuis 2012, la Côte d'Ivoire (35) et le Sénégal (45) ont encore beaucoup de travail à accomplir. La volonté politique manifestée par les dirigeants des deux pays - qui ont mis en œuvre un certain nombre de réformes juridiques, politiques et institutionnelles clés au début de leur mandat - est en recul depuis 2016.

49

PAYS ÉVALUÉS

32/100

SCORE RÉGIONAL MOYEN

SCORES LES PLUS ÉLEVÉS

SEYCHELLES

66/100

BOTSWANA

61/100

CAP-VERT

58/100

SCORES LES PLUS FAIBLES

SOUDAN

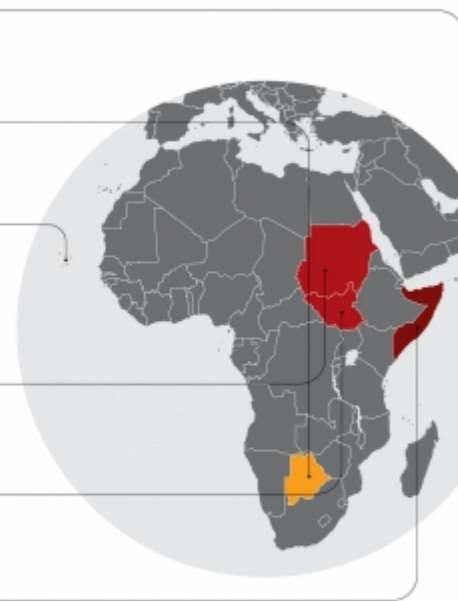
16/100

SOUDAN DU SUD

12/100

SOMALIE

9/100



Pays en déclin

Depuis 2012, plusieurs pays, dont le Congo (19), le Liberia (28), Madagascar (24) et le Malawi (31) ont considérablement baissé sur l'IPC. Le Congo a fait l'objet de signalements répétés [de blanchiment d'argent et de détournement de fonds publics](#) par l'élite politique du pays sans qu'aucune mesure ne soit prise par [les autorités nationales](#).

In [Madagascar](#) , despite a decision of the Constitutional Court in 2018 against electoral amendments that favored the outgoing president and qualified as unconstitutional, judicial independence remains [a concern](#) . More recently, the national anti-corruption agency has launched legal [action](#) against more than half of the country's parliamentarians accused of corruption.

Faibles scores

La République Démocratique du Congo (RDC) est en bas du classement avec un score de 18 et fait face à plusieurs défis en termes de corruption. Selon notre récent rapport, le Baromètre mondial de la corruption - Afrique, l'intégrité politique des fonctionnaires est extrêmement faible et 79% des

citoyens de la RDC estiment que les parlementaires sont extrêmement ou complètement corrompus.

Avec le score le plus faible sur l'IPC, la Somalie n'est pas seulement le pays le plus corrompu, elle est également « un des plus longs cas de pays sans État au monde » selon le *Transformation Index* publié par *Bertelsmann Stiftung* en 2016. La fragilité de l'État et le mauvais État de droit ont laissé des trous béants où la corruption s'est insinuée, du bas de l'échelle aux hautes sphères politiques.

Dans le contexte d'États fragiles, la lutte contre la corruption présente des défis uniques puisque la fragilité est à la fois une cause et une conséquence de toute tendance négative du développement. Tandis que la Somalie se prépare à tenir pour la première fois depuis cinquante ans une élection suivant le principe de « une personne, une voix », il est crucial d'établir des structures de responsabilité politique afin de faciliter les mécanismes anti-corruption.

Acheter du pouvoir

L'argent est utilisé pour gagner des élections, consolider le pouvoir et favoriser les intérêts personnels. Bien que la Convention de l'Union africaine sur la prévention et la lutte contre la corruption contienne des dispositions pour prévenir la corruption et encourager la transparence dans le financement des campagnes, leur mise en œuvre est faible.

Pays à Surveiller : Angola

Après quatre décennies de régime autoritaire, l'Angola (26) a bondi de sept points dans l'IPC de cette année et a donc réalisé des progrès importants. Cependant, compte tenu de son faible score global, le pays reste bien en dessous de la moyenne mondiale de 43.

Isabel Dos Santos, la fille de l'ancien président, également connue comme « la femme la plus riche d'Afrique », a été licenciée de son poste de cheffe de l'entreprise publique de pétrole et de gaz Sonangol quelques mois après l'élection du président Lourenço. En décembre 2019, alors que les enquêtes sur [les allégations de corruption progressaient](#), un tribunal angolais [a ordonné le gel des avoirs](#) de Dos Santos.

Bien que le pays ait [récupéré 5 milliards de dollars](#) en actifs volés, il reste encore beaucoup à faire pour renforcer l'intégrité et promouvoir la transparence dans la comptabilité des revenus pétroliers.

À la suite d'un changement de régime en 2017, le gouvernement angolais a introduit un ensemble de réformes de gouvernance pour lutter contre la corruption.

Pays à Surveiller : Ghana

Connu comme un modèle de démocratie en Afrique de l'Ouest, le Ghana a perdu sept points sur l'IPC depuis 2014, passant de 48 en 2014 à 41 en 2019. Des révélations de corruption [à la Haute Cour du Ghana](#) en 2015 et [le meurtre du journaliste d'investigation Ahmed Hussein-Suale](#) au début de 2019 jettent de sérieux doutes sur les efforts du pays dans la lutte contre la corruption.